

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER D'INFORMATION

produit par:



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



Dans bien des cas, les échanges commerciaux sont à sens unique, favorisant les pays du Nord au détriment de ceux du Sud. Il existe désormais des voies alternatives, un commerce encadré, équitable, loin du capitalisme sauvage et des aides humanitaires. Ce commerce éthique s'organise. De plus en plus, nos concitoyens sont sensibles à des échanges... éthiques et conscients du fait qu'il existe une alternative au commerce dominant. Mais bien du chemin reste à parcourir puisque peu d'entreprises dans le monde sont certifiées «éthiques».

Commerce équitable : l'éthique c'est pas du toc !

À Québec, le commerce équitable, centré principalement sur le café, représente une alternative encore marginale. Mais à la faveur d'un intérêt grandissant du public pour des produits éthiques et à la condition que les outils appropriés à son développement soient mis en place, le commerce équitable pourrait s'imposer. Inscrite dans une dynamique économique solidaire, cette nouvelle forme de commerce remet en cause les fondements d'un marché où seul le profit de certains prime. Portrait de cet autre secteur d'une économie sociale qui défend la primauté des personnes et du travail sur le capital.

«C'était en 1964 en Europe, peu après la décolonisation, qu'un groupe de doux rêveurs a commencé à réclamer des échanges plus justes. Avec le temps, ce petit rêve est devenu une réalité», conte Manuela Goya, directrice du commerce équitable pour *Oxfam-Québec*.

Un commerce de principes

«Le commerce équitable est régi par plusieurs principes. Le premier d'entre eux est de payer un prix décent aux producteurs, ce qui permet aux familles qui cultivent le café de vivre à peu près normalement de leur production. Le second principe est de limiter les intermédiaires. Nous tenons également à ce que s'établissent des relations durables avec les planteurs. Enfin, le respect de l'environnement est aussi un élément important», assure Emmanuelle Cheilan, porte-parole de *Max Havelaar France*, l'un des cinq organismes de certification des produits équitables dans le monde. En achetant équitable, le consommateur



Photo: Étienne Morin - Le Droit

Manuela Goya, directrice Commerce équitable, Oxfam-Québec

mateur paie certes un peu plus cher, environ 10 %, mais il est en revanche assuré de respecter l'environnement, de boire un café sans pesticides. Dans le cas du commerce éthique, les acteurs tels *Oxfam-Québec* s'engagent à respecter un cahier des charges. Le café est acheté dans de petites coopératives en Amérique du Sud ou en Afrique, torréfié au Québec et certifié par *Transfair*, qui veille à ce que les normes soient respectées.

Des conditions de travail encadrées

Dans les coopératives membres des programmes de commerce équitable, les conditions de travail sont encadrées et conformes au respect de la dignité humaine. Ainsi, contrairement à d'autres producteurs de café, les producteurs de café éthique se sont engagés à ce que le café ne soit pas cueilli par des enfants. Les bénéfices sont réinvestis dans des programmes d'éducation comme dans les coopératives en Tanzanie et en Ouganda ou dans l'amélioration des structures de production. Les organismes de certification tels que *Transfair Canada* font des visites régulières dans les plantations afin de vérifier que les

Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises
d'économie sociale

Québec
Industrie et
Commerce

www.mic.gouv.qc.ca

normes de travail soient adéquates. Les organismes de certification préfinancent à hauteur de 60 % les récoltes afin d'éviter que les petits caféiculteurs ne soient trop endettés. En moyenne, le café éthique permet aux petits producteurs de disposer de 40 % de revenus supplémentaires.



*Isabelle
St-Germain,
porte-parole
d'Équiterre.*

Une alternative crédible

Environ 300 coopératives participent aux programmes de commerce équitable sur la planète. Si certains acteurs du commerce équitable sont encore modestes, la coopérative de Gorom-Gorom au Burkina Faso ne compte qu'une vingtaine de personnes, d'autres participants sont devenus de véritables poids lourds : c'est le cas notamment du *Frente Solidario de Pequeños cafetaleros de America Latina* qui regroupe plus de 200 000 producteurs de café. Un prix minimum de 1,90 dollar par livre est garanti au cultivateur alors que les multinationales se contentent souvent d'offrir 90 cents. Et lorsqu'on sait que les petits cultivateurs représentent plus de 70 % de la production mondiale de café, on comprend mieux l'utilité de l'éthique.

Des produits variés et appréciés

L'image équitable est souvent associée au café. En fait de nombreux produits sont concernés par ce commerce : banane, jus d'orange, chocolat, thé, sucre, miel... Cependant, le café reste le principal vecteur pour les produits éthiques. En Suisse, les produits équitables atteignent jusqu'à 13 % des ventes dans le secteur des bananes. Le café équitable représente aujourd'hui plus de 3 % des ventes en Hollande et en Suisse.

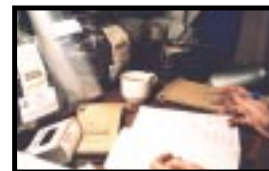
Alors qu'il existe plus de 2300 produits équitables en Europe, il « n'existe pour l'instant au Québec que le cacao et le café », déplore Manuela Goya qui ajoute optimiste : « C'est un commerce qui va se développer ici, à condition d'informer le public. » Selon la directrice du Commerce équitable à Oxfam-Québec, la reconnaissance du public est un préalable à toute action sérieuse. « Avant d'obtenir la reconnaissance du Gouvernement, il faut que l'on prouve qu'on est sérieux et que l'on crée une demande par un travail d'éducation ». Le président de l'Assemblée Nationale, Jean-Paul Charbonneau, s'est montré sensible au café équitable et les deux restaurants de l'Assemblée servent ce dernier. Peu à peu, les grandes chaînes d'alimentation offrent du café équitable. C'est actuellement le cas de *Loblaws*.



« Nous sommes loin du succès en Europe, mais la progression des points de vente de café équitable est importante. De 20 points de ventes en septembre 2000, nous sommes passés à 100 points de vente en février », remarque madame Goya. Si l'on inclut l'ensemble des organismes chargés de promouvoir le café équitable, « il existe plus de 300 points de ventes », estime Isabelle St-Germain d'Équiterre.

Les conditions de réussite

Pour que le commerce équitable devienne une alternative crédible au Québec, « il faut d'une part que le public soit certain que la certification soit équitable et d'autre part développer des plans d'action pour s'assurer que le produit soit accessible », constate Lucie Poirier, membre du conseil d'administration d'Équiterre. « C'est vrai qu'en Europe il y a plus de produits équitables mais cela ne représente tout de même que 3 % de la consommation. Au Québec, nous avons choisi de commencer par commercialiser un seul produit afin d'apprendre à bien connaître les rouages du système. Une fois qu'on aura réussi à le rendre accessible, on pourra appliquer la même méthode pour d'autres produits », ajoute madame Poirier.



Le commerce équitable en six points

- Un commerce sans intermédiaires.
- Un prix juste.
- Un engagement à long terme envers les producteurs.
- Une protection de l'environnement accrue.
- Une gestion démocratique du processus de décision chez les paysans.
- Une bonne information du public.

ZLÉA, économie sociale et commerce équitable



La ZLÉA, Zone de libre-échange des Amériques, fait peur. La crainte de nombreux observateurs vient du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain dont s'inspire les négociateurs de la ZLÉA. Celui-ci réduit en effet les prérogatives dont disposent les gouvernements pour intervenir dans le développement économique et social. Des entreprises étrangères peuvent ainsi poursuivre en justice un État, exigeant des compensations financières dans les cas où les gouvernements, en

adoptant des politiques préférentielles de développement économique, brimeraient leur libre accès à des marchés de produits et de services. La politique des places à 5 \$ en garderie, le programme de développement des ressourceries, le programme d'exonération financière en aide domestique, tous ces éléments structurants pour le développement de l'économie sociale pourraient bien être menacés.

Le commerce équitable ne profite actuellement d'aucune politique gouvernementale dédiée. Pourtant, son développement nécessitera fort probablement des instruments propres à cette nouvelle forme de commerce. Accès à du « capital patient », politiques fiscales et réglementations adaptées, soutien aux stratégies de commercialisation, les besoins particuliers sont là. Il existe une alternative à la mondialisation néolibérale. Encore faut-il lui donner les moyens de se développer !

Le café, marché spéculatif

L'aventure du café équitable a véritablement débuté en 1986 au Mexique, dans le Chiapas, là même où sept ans plus tard les Indiens de la région se soulèveront afin de protester contre leur situation d'extrême pauvreté. À l'époque, las de demander des subventions, les petits producteurs locaux de café demandent à une ONG hollandaise de les aider à obtenir un prix garanti.

Deux ans plus tard, l'association *Max Havelaar* née en Hollande. En Europe, c'est l'un des principaux vecteurs du commerce équitable. L'organisme intervient comme un agent certificateur, garantissant par là même que les produits labellisés par cette structure sont équitables. Lorsque le client achète Max Havelaar, il achète un label mais nullement une marque. L'association ne commercialise pas de café.

Mais au fait qui est Max Havelaar ? L'homme est le héros d'un roman hollandais du dix-neuvième siècle qui dénonçait l'exploitation des petits caféiculteurs javanais par les courtiers. C'est dans le marché du café que la nécessité d'une réglementation s'est fait le plus sentir. « Le



Photo: Eric

café est un marché où la spéculation est très forte et où les intermédiaires sont très nombreux, réduisant par là même la part allouée aux petits producteurs», explique Emmanuelle Cheilan, de l'Association Max Havelaar. Le marché du café est le deuxième marché de matières premières dans le monde après le pétrole. On estime à 20 millions le nombre de personnes qui travaillent à sa production sur la planète. La moitié d'entre elles travaillent bien en dessous du seuil de la pauvreté. Dans le système traditionnel, le marché du café connaît une dizaine d'intermédiaires et le plus souvent, les revenus ne couvrent pas les frais de production. Le petit exploitant mexicain vend ses grains au « coyote », un usurier qui ira revendre en ville le produit à d'autres intermédiaires. Avant d'atterrir dans la tasse de votre bistrot préféré, le grain de café sera passé par les mains de transformateurs, d'importateurs, de courtiers, de distributeurs qui empocheront la plus grande partie des profits. Bref, le café est en fait un deuxième noir pour tous ces intermédiaires...

Éthique À la mode

L'éthique pourrait donc connaître un développement fulgurant car ce concept est en ce moment à la mode. «C'est vrai qu'il y a une vague de commerce équitable», constate Emmanuelle Cheilan, de l'Association *Max Havelaar*. Pourtant, l'avenir est presque rose pour le commerce éthique. Selon une étude menée par le *Centre Régional de la consommation de Lille* en France, 72 % des Français accepteraient de payer un peu plus cher des produits d'importation répondant à des conditions d'exploitation satisfaisantes. En Allemagne, 75 % des consommateurs ont déjà acheté du café équitable. Une frénésie qui pourrait bientôt toucher le Québec puisque certains organismes européens tels Artisans du monde ont lié contact avec Équiterre. Ce premier contact a eu lieu à l'occasion de la venue au Québec en février dernier d'un représentant des Artisans du monde dans le cadre de la rencontre de *Coopération France-Québec sur l'économie sociale et solidaire*. La participation d'Équiterre à la délégation québécoise lors de la prochaine rencontre de Paris en mai sur l'économie sociale et solidaire permettra de



Photo: Éric Mailloux, M.E., Photos

Le Café Rico à Montréal.

rencontrer sur le terrain d'autres artisans, de mieux connaître le réseau français qui s'est développé autour des Artisans du monde et de renforcer les échanges d'expertises entre la France et le Québec en matière de commerce équitable. «Nous avons eu des échanges avec Artisans du monde, mais il ne faut pas comparer l'Europe et le Québec où les contextes sont différents. Le commerce équitable est présent depuis plus longtemps en Europe qu'au Québec», explique Isabelle St-Germain.

Pour bien se développer au Québec, il faut que l'initiative équitable soit québécoise. «C'est vrai, nous pourrions profiter de l'expérience des Belges et faire venir du chocolat chaud de Belgique. Mais je préfère que nous créions un réseau qui fasse travailler des Québécois», déclare Manuela Goya. Chez Équiterre, l'on espère «créer une alliance de toutes les ONG au Québec, afin de réaliser une plate-forme sur le commerce équitable au Québec», déclare madame St-Germain. Désormais, le Québec aura tout pour être éthique.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat sur une base sectorielle. Le CSMO est financé par Emploi-Québec.



RÉSEAU D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC

Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés au Complexe Desjardins à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants :

Chantier: (514) 281-2320
CSMO: (514) 281-7359
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes:
1-888-251-3255

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.



POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI



La Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec en association avec la Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)

Production de ce cahier: Gaëtan Beaudet, Ludovic Hirtzmann, Éric Mailloux, Jean Robitaille et Élise Tessier.
Graphisme: Alain Gendron.